

Vers une restauration impossible?

Autor(en): **Reszler, André**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Schriftenreihe = Collection / Forum Helveticum**

Band (Jahr): **4 (1992)**

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-833015>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Vers une restauration impossible?

André Reszler

Avec l'écroulement des régimes communistes, l'ère de l'uniformité a pris fin dans l'Europe centrale et orientale. La zone relativement homogène qui s'étendait de Vienne aux frontières orientales de la Pologne ou de la Roumanie est en train de se désagréger sous l'effet des réformes qui reflètent dans les anciens pays du «socialisme réel» le réveil des identités nationales mis en veilleuse pendant le temps infiniment long de quatre décennies. Si, un peu partout, à Varsovie aussi bien qu'à Belgrade, le nouveau règne est placé sous le signe de la démocratie (et les dirigeants se réclament des valeurs de la liberté, du pluralisme, de l'économie de marché et de l'Etat de Droit), la situation de chaque pays évolue en fonction d'un faisceau particulier de facteurs à la fois anciens et nouveaux. Deux ans après les «révolutions de velours» authentiques ou mimées, les pays de la région se singularisent en fonction de leur antique culture politique en éveil, les réformes entreprises pendant les dernières années du communisme ou encore les idées et la personnalité des nouveaux dirigeants: Havel, Walesa, Antall, Iliescu ou Misolevic incarnent une si grande diversité d'idéaux et d'aspirations que la notion d'un destin commun semble appartenir définitivement au passé.

Paradoxalement, c'est l'héritage du communisme qui constitue aujourd'hui le trait d'union principal entre les peuples est-européens, même si cet héritage est essentiellement négatif et se présente à la fois comme l'agrégat des destructions qu'il a opérées et la somme de ses promesses non tenues (et qui restent gravées dans les mentalités).

Le communisme s'est imposé dès 1948-1949, comme une véritable *relève de civilisations*. Il s'est proposé de changer l'homme, la société, l'histoire et de substituer aux identités nationales «égoïstes» et «conflictuelles» un nouveau sentiment d'identité «internationaliste» et «prolétarien». Si la relève en question n'a pas eu lieu, la politique de *table rase* mise en œuvre pour faciliter sa réalisation a occasionné dans les divers secteurs de la vie, des ravages qui sont sans analogie dans l'histoire contemporaine et dont la disparition quasi totale des élites traditionnelles et nouvelles est probablement la manifestation la plus tragique. Ce n'est pas sans bonnes raisons que les peuples danubiens sortent fondamentalement déboussolés - délestés d'une bonne part de leur mémoire - et découragés, démobilisés d'une épreuve cruelle et inutile.

Tout nouveau départ est conditionné par un faisceau d'obstacles, au niveau de l'esprit et des institutions, propre à l'ensemble de la région:

1. L'existence de nombreuses structures politiques et administratives foncièrement inadaptées aux besoins réels de la société et freinant les efforts entrepris en vue de leur modernisation (centralisation étatique, économie de commande, etc...).
2. La présence, dans la plupart des secteurs de la vie, d'une bureaucratie lourde et en général incompétente (et que, faute d'hommes nouveaux, il n'est pas facile de remplacer).

3. L'absence de spécialistes et d'experts de toutes sortes et cela à tous les échelons de l'État, de l'économie. La rareté des cadres au niveau des régions et des municipalités est particulièrement frappante.
4. La vétusté de l'infrastructure industrielle axée sur un cycle de production parachevé en Occident et singulièrement mise en évidence par la perte des marchés traditionnels.
5. Le vieillissement des systèmes de communication, des réseaux routiers, ferroviaires et aériens.
6. La déliquescence de l'habitat, des services publics, du milieu hospitalier.
7. Un système d'éducation mal préparé à assumer ses nouvelles tâches.
8. La dévalorisation de l'effort créateur, du travail (et la perte concomitante du sens de la responsabilité, de l'honnêteté à l'usine ou au sein de l'entreprise).
9. Une crise morale débilite née des effets cumulés du collectivisme d'Etat défunt et d'un individualisme défensif ou - là où le capitalisme renaît à tâtons de ses cendres - «sauvage». Perte générale de la notion du «bien commun» et de la solidarité humaine.
10. L'indifférence à l'égard de son propre sort: la mentalité d'assisté, d'administré qui n'attend rien du Pouvoir.
11. Le ressentiment élevé au principe suprême de la vie.
12. La méfiance généralisée à l'égard de la politique. L'ère du soupçon nourrie par la corruption du Parti communiste est loin d'être close et prive de leur aura les nouvelles élites politiques naissantes¹.
13. L'absence quasi totale de cette culture politique «libérale» qui permettrait la promotion des vertus de la tolérance, de la patience, de la compréhension mutuelle et de la capacité au dialogue.
14. Le rêve éveillé d'une «troisième voie» qui permettrait de renvoyer dos à dos socialisme et capitalisme et de créer du «neuf» sans s'inspirer des traditions nationales avérées ou des expériences d'un Occident peu connu et insuffisamment étudié.

Cette liste, d'ailleurs nullement exhaustive, des limites inhérentes de toute action politique en profondeur, indique clairement que la page d'un nouveau départ est loin d'être blanche. Au manque des ressources humaines et matérielles propre à l'ensemble de la région s'ajoutent les contraintes particulières qui pèsent sur les différents gouvernements nationaux et qui en infléchissent d'une manière éclatante leur programme.

D'une manière générale, l'expérience des deux dernières années permet d'apercevoir deux attitudes distinctes et, malgré quelques similitudes significatives, opposées.

¹ Symptôme du climat de nihilisme actif qui prédomine: la persistance des propos «anti-politiques» en dépit des échecs patents de ce mirage idéologique qui veut ignorer aussi bien les fondements psychologiques du Pouvoir que le rôle des idéologies.

La première consiste à rompre radicalement avec l'expérience du totalitarisme et de réaménager les rapports entre l'individu et la société - et entre la société et l'Etat - en s'inspirant du modèle «libéral»/capitaliste des sociétés ouvertes du monde occidental. La seconde tend à sauvegarder les structures essentielles de l'Etat-parti prêt à autoriser la renaissance du pluralisme dans les marges d'une société fermée à condition toutefois qu'elle ne mette pas en danger ses positions acquises et sa prédominance de fait.

La Tchécoslovaquie, la Pologne, la Hongrie appartiennent à la première catégorie. La Bulgarie, et à terme, la Slovénie et la Croatie, se proposent, mais à partir d'une certaine situation d'arriération, de suivre leur exemple. La Roumanie et la Serbie font partie du second groupe d'Etats. (la position de la Slovaquie est, pour le moment, incertaine. Son choix dépendra en dernière analyse du résultat d'un combat opposant deux alternatives d'avenir en présence.)

Rejoindre l'Europe

Renouer avec leur propre histoire en fermant ce qu'ils ressentent comme une longue parenthèse à leur existence nationale; reconstituer le système pluraliste de la société; réintégrer enfin les courants majeurs de l'histoire européenne, voici les objectifs des gouvernements polonais, tchèque et hongrois. Le slogan de «rejoindre l'Europe» résume leur volonté de participer à part entière à la vie de la communauté européenne des nations en voie de constitution. La signature en décembre 1991, d'un traité d'association avec les Communautés est l'expression d'une politique de rapprochement européen sans réserve.

... ou opter pour position à part

Les gouvernements roumain et serbe semblent accorder la priorité à la réalisation d'objectifs relevant de la création d'Etats-nations parfaitement accomplis («L'Etat roumain unitaire», la «Grande Serbie»). Leur politique à l'égard des minorités nationales sur leur territoire reflète la fusion des idéologies nationaliste et marxistes-léninistes. Dans le cas où leur rapprochement à l'Europe exigerait de leur part de renoncer aux objectifs que nous venons de mentionner, il n'est pas exclu qu'ils optent pour la recherche d'une sorte de statut intermédiaire à part entre l'Occident et une Europe orientale (la Russie, l'Ukraine) aux contours fort problématiques.

Un fossé clairement perceptible se creuse entre les pays danubiens. Une ligne de clivage qui suit assez exactement les frontières de l'Autriche-Hongrie et dont la réapparition rend toute son actualité à la problématique de l'Europe centrale.

Avant de conclure nos réflexions sur l'Etat de l'Europe médiane, il n'est pas inutile de prendre la mesure de ce qui a déjà changé:

1. En dépit de son caractère amorphe, la société se reconstitue petit à petit. Si aucune nouvelle classe s'est formée, la renaissance de la vie associative peut être considérée comme le prélude obligé à sa restratification à venir.

2. De nouvelles élites se forment, en intégrant notamment dans leurs rangs les élites technocratiques de l'ancien régime communiste (même si l'on a l'impression que ce sont quelques poignées d'individus exceptionnels qui servent de «moteur» aux transformations en cours.
3. Un nouveau système politique pluraliste se met en place; une nouvelle classe politique parfait son apprentissage en matière de démocratie.
4. Le secteur privé de l'économie pallie dans une certaine mesure aux défaillances d'une économie de commande génératrice de pénurie et en voie de désintégration rapide. A plus ou moins long terme, les politiques de privatisation en cours devront assurer le passage d'un régime d'économie planifiée à une économie de marché efficace et prospère.
5. L'Etat de droit succède à l'institutionnalisation de l'arbitraire.
6. Quelques hommes d'Etat à la stature exceptionnelle président aux nouveaux gouvernements (faibles) et dont la qualité première est, pour le moment, leur légitimité.

Conclusions

Deux séries de remarques en guise de conclusion.

En deux ans, aucun changement décisif ou du moins spectaculaire n'a eu lieu; aucune réforme en profondeur n'a été menée à chef. A la place du renouveau radical auquel on aurait pu s'attendre, des politiques de «petits pas» directement inspirées des demi-mesures qui caractérisaient les dernières années du communisme en Hongrie, ont été inaugurées. Malgré la relève des classes politiques - et le renouvellement de fond en comble des symboles de la vie nationale - l'impression d'une continuité qualifiée prédomine. Elle se fonde, quant à *l'essentiel*, sur la prudence exemplaire des nouveaux dirigeants qui faute d'hommes, de capitaux et peut-être d'idées neuves, se contentent de gérer le possible².

Au règne d'une utopie stérile succède un monde imparfait judicieusement placé sous le signe de la vie.

Les réformes dont la Tchécoslovaquie, la Pologne et la Hongrie ont été le théâtre en 1990 et 1991 nous frappent par leur pragmatisme à la fois hésitant et honnête. Tout se passe comme si l'ère post-communiste était placée sous le signe d'une Restauration problématique et peut-être impossible.

Qu'est-ce que la Restauration? la synthèse malaisée et sans gloire de ce que l'ancien régime aboli avait d'indépassable (les grandes constantes de la vie nationale) et de ce que la révolution a créé de valable (et que l'on désigne par le terme d'«acquis révolutionnaire»).

La Restauration est-elle à la portée des pays d'Europe centrale? ces derniers ont-ils la possibilité de renouer les liens avec un passé dont les séparent quatre

² Le maintien à leurs positions, aussi bien dans l'administration que dans la vie économique, de bon nombre de cadres communistes œuvre également en faveur d'une continuité de fait d'un régime à l'autre.

décennies de communisme et qui reste en partie frappé d'interdit? et surtout, les régimes communistes ont-ils créé des valeurs ou des institutions qui méritent d'être sauvegardées? leur héritage n'est-il pas à peu près totalement négatif?

L'idée d'une synthèse provisoire de l'ancien et du nouveau est, quant à l'essentiel, compromise. Mais les circonstances œuvrent dans le sens d'une Restauration.

Le temps des révolutions est celui d'une vieillesse précoce et artificiellement provoquée³. Celui de l'après-communisme sera parsemé d'éclaircies: c'est le prix d'une époque stérile et inconclusive.

³ «Le vrai printemps est ailleurs...» écrit Boris Pasternak de Moscou à un ami étranger en 1921. Sa vision de la Russie révolutionnaire nous rappelle ce mot de George Sand: «C'est la révolution qui a amené la vieillesse dans le monde.»